



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE  
NORD-OUEST**

**MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Maîtrise d'ouvrage  
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Conduite d'opération  
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES  
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest**

**OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Base de défense BOURGES AVORD – Départements 18, 36 et 58 – Exploitation et maintenance de 5 corps d'état techniques (incendie, portes/portails, groupes électrogènes, onduleurs et levage fixe).  
Lot 1 : maintenance des systèmes de sécurité incendie et détection gaz - Lot2 : maintenance des portes, portails et barrières - Lot 3 : maintenance des groupes électrogènes - Lot 4 : maintenance des onduleurs - Lot 5 : équipements de levage fixe

**PROJET N° 25-013**

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
1.2 DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.2.1 Lots .....	4
1.2.2 Tranches .....	4
1.3 EXCLUSIONS .....	4
1.4 CLAUSE DE REEXAMEN .....	4
1.5 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS D'EXECUTION .....	5
1.5.1 Sous-traitants de rang 1 .....	5
1.5.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant.....	5
1.6 PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE .....	6
1.6.1 Protection du secret.....	6
1.6.2 Restrictions diverses .....	6
1.6.3 Contrôle nominatif.....	6
1.6.4 Enquête administrative nominative (Contrôle PRimaire (CPR) des personnes physiques) .....	6
1.6.5 Contrainte d'accès aux sites .....	7
1.6.5.1 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARMEMENT TECHNIQUE TERRESTRE (DGA TT) .....	7
1.6.5.2 ÉCOLES MILITAIRES DE BOURGES (EMB).....	7
1.6.5.3 BASE AÉRIENNE 702 d'AVORD (B.A. 702).....	8
1.6.5.4 ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL DE MUNITION Centre–Aquitaine (EPMu), DE SAVIGNY EN SEPTAINE.....	8
1.6.5.5 STATION HERTZIENNE D'HENRICHEMONT.....	8
1.6.5.6 CENTRE DE TRANSMISSION DE LA MARINE (CTM) de ROSNAY .....	9
1.6.6 Contrôle des véhicules .....	9
1.6.7 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge .....	9
1.7 LANGUE.....	9
1.8 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	9
1.9 CLAUSE SOCIALE : DISPOSITIF DU MILITAIRE BLESSE .....	10
1.9.1 Publics éligibles.....	10
1.9.2 Modalités de mise en œuvre du dispositif social .....	10
<b>2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....</b>	<b>11</b>
2.1 PIECES PARTICULIERES .....	11
2.2 PIECES GENERALES.....	11
2.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSON OU NANTISSEMENT DES CREANCES .....	11
<b>3. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>11</b>
3.1 GENERALITES .....	11
3.2 BONS DE COMMANDE .....	11
3.3 MAINTENANCE PREVENTIVE.....	12
3.4 MAINTENANCE CORRECTIVE.....	12
3.5 DECHETS.....	12
3.6 RESTITUTION DES INSTALLATIONS.....	12
3.7 GARANTIES .....	12
<b>4. DISPOSITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>13</b>
4.1 FORME DES PRIX.....	13
4.2 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	13
4.2.1 Mentions obligatoires de la facture.....	13
4.2.2 Transmission de la facture.....	13
4.2.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur .....	13
4.3 VARIATIONS DE PRIX.....	14
4.3.1 Type de variation des prix.....	14
4.3.2 Mois d'établissement des prix .....	14
4.3.3 Choix des index de référence .....	14

4.4	AVANCE.....	14
<b>5.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>14</b>
5.1	SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE.....	16
5.2	DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM .....	17
5.2.1	<i>Présentation du dispositif e-Attestations</i> .....	17
5.2.2	<i>Documents à produire</i> .....	17
<b>6.</b>	<b>OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>17</b>
6.1	OPERATIONS DE VERIFICATION .....	17
6.2	DECISIONS PRISES PAR LA PERSONNE PUBLIQUE - ADMISSION .....	17
<b>7.</b>	<b>EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....</b>	<b>18</b>
<b>8.</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>18</b>

## PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

*SID Nord-Ouest* : Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

*USID* : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

## 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance des équipements techniques pour l'ensemble de la Base de Défense de Bourges-Avord.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Décomposition de l'accord-cadre

#### 1.2.1 Lots

L'accord-cadre est composé de 5 lots définis ci-après. Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct.

Lot n° 1 : maintenance des systèmes de sécurité incendie et détection gaz

Lot n° 2 : maintenance des portes, portails et barrières

Lot n° 3 : maintenance des groupes électrogènes

Lot n° 4 : maintenance des onduleurs

Lot n° 5 : maintenance des équipements fixes de levage

#### 1.2.2 Tranches

Sans objet

### 1.3 Exclusions

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de lever l'exclusivité du titulaire sur les prestations définies à l'accord-cadre et d'organiser des consultations spécifiques auprès d'autres sociétés en cas de non réponse à la demande de devis (conformément à l'article 3.2 du CCAP) et nécessaire à l'établissement du bon de commande. Le titulaire devra motiver son absence de réponse, justification formelle à l'appui expliquant la non production du devis et donc la non réalisation des prestations. Sera une motivation recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des causes indépendantes de sa volonté ou liée aux moyens humains ou matériels. Ne sera pas recevable l'engagement de ces moyens matériels et humains sur d'autres parts de marchés. En complément aux articles 41.1 et 41.2 du CCAG FCS, l'absence répétée de réponse à la demande de devis pour la troisième fois consécutive de la part du titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire et sans mise en demeure préalable.

### 1.4 Clause de réexamen

L'administration prévoit la mise en place d'un marché multi technique pour le site des EMB (prévision 2027). Le cas échéant, le site des EMB sera exclu du périmètre de l'accord-cadre à compter de la prise d'effet de ce contrat dédié et les prestations associées cesseront d'être commandées par l'administration sur le fondement du présent accord-cadre.

Cette modification et la date de sa prise d'effet sera notifiée au titulaire par ordre de service.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait de la mise en œuvre de la présente clause de réexamen.

## 1.5 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution

Toute demande de sous-traitance est à envoyer par mail :

- au référent/chargé d'affaire inscrit sur le bon de commande correspondant aux prestations à exécuter ;

**ET**

- à l'adresse générique du SAI du SID Nord-Ouest : [esid-rennes-marches-sai.resp.fct@intradef.gouv.fr](mailto:esid-rennes-marches-sai.resp.fct@intradef.gouv.fr) .

**La demande sera accompagnée du bon de commande relatif à l'acte et si besoin, de la décision de prolongation de délai. Pour que celle-ci soit traitée, il est impératif de recevoir la totalité des documents demandés au paragraphe J du DC4 et repris ci-dessous.**

**Toute demande incomplète sera systématiquement rejetée par mail et considérée comme non réceptionnée.**

**La durée maximale d'un DC4 est de 12 mois, soit jusqu'à la date d'anniversaire de la période en court.**

**Le DC4 doit être si besoin renouvelé à chaque date d'anniversaire (date de notification de l'accord-cadre).**

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/FCS, le représentant de l'acheteur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

Le droit à paiement direct prévu par l'article R2193-10 du code de la commande publique est calculé sur la base du montant annuel estimé soit, à titre indicatif, lot 1 : 450 000 € HT, lot 2 : 212 500 € HT, lot 3 : 70 000 € HT, lot 4 : 300 000 € HT, lot 5 : 92 500 € HT.

### 1.5.1 Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au dossier de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
  - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites [www.qualibat.com](http://www.qualibat.com) et/ou [www.qualifelec.fr](http://www.qualifelec.fr)) ou équivalent,
  - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

### 1.5.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant doit fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au dossier de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
  - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites [www.qualibat.com](http://www.qualibat.com) et/ou [www.qualifelec.fr](http://www.qualifelec.fr)) ou équivalent,
  - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

## 1.6 Prestations intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/FCS et de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Le présent marché est un marché dit **SENSIBLE**.

### 1.6.1 Protection du secret

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations.

Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

### 1.6.2 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc.) pour présenter des références professionnelles est proscrite.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

### 1.6.3 Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel qui réalise les prestations est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par l'USID. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le représentant de l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est interdit d'accès.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie pour la réalisation des prestations est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

### 1.6.4 Enquête administrative nominative (Contrôle PRimaire (CPR) des personnes physiques)

L'ensemble du personnel qui réalise les prestations sur site fait l'objet d'un contrôle primaire. A cette fin, le formulaire de contrôle primaire « SOPHIA » disponible sous : <https://armement.defense.gouv.fr/securite-et-habilitation/habilitation-des-personnes-morales-et-physiques/contrôle-primaire> est à compléter, pour chaque personne.

Le dossier relatif au CPR et transmis au chargé d'affaire ou au maître d'œuvre [correspondant à préciser selon le type de marché] comprend :

- le formulaire de Contrôle PRimaire (CPR) « SOPHIA » disponible sur le site de la DGA (<https://armement.defense.gouv.fr>) en 2 exemplaires :
  - o en pdf natif (règle de nommage : CPR\_NOM\_Prénom\_date de naissance au format JJMMAAAA)
  - o en pdf scanné, après signature (règle de nommage : SCAN\_NOM\_Prénom\_date de naissance au format JJMMAAAA)
- un pièce d'identité valide (règle de nommage : PI\_NOM\_Prénom\_date de naissance au format JJMMAAAA).

Le résultat de l'enquête est communiqué à l'officier de sécurité.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des contrôles primaires est d'environ 2 mois. Le titulaire tient compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

### 1.6.5 Contrainte d'accès aux sites

#### 1.6.5.1 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARMEMENT TECHNIQUE TERRESTRE (DGA TT)

##### Emprise concernée

Les présentes spécificités concernent la DGA Techniques terrestres,

Adresse : Échangeur de Guerry, Rocade EST, 18000 Bourges

Sur les emprises :

- de l'enceinte principale de Zéro-Nord (205 ha) sur Bourges
- du champ de tir (10 000 ha) positionné sur 11 communes au sud-est de l'agglomération
- de diverses annexes situées à Bourges

##### Horaires de travail

Sauf dérogation particulière, les horaires d'intervention pour les personnels extérieurs à l'établissement sont de 7h30 à 18h00 du lundi au vendredi excepté en zone pyrotechnique où ces horaires sont de 9h00 à 16h30 du lundi au vendredi.

En cas de prévision d'un dépassement exceptionnel de ces horaires, le technicien de la société, présent sur le site, avertira le responsable local du SID qui prendra les dispositions nécessaires auprès du service de surveillance. Le site DGA Techniques terrestres est fermé 19 jours par an selon un calendrier établi au dernier trimestre de l'année N-1 pour l'année N, et qui comprend invariablement deux semaines début août et la semaine entre Noël et le jour de l'an. Le calendrier des fermetures sera communiqué au titulaire sur sa demande. Les travaux à la charge du titulaire, à exécuter sur le site, ne peuvent pas être exécutés pendant ces périodes de fermeture, sauf stipulation particulière indiquée sur les bons de commande.

##### Accès et circulation

La circulation des véhicules du titulaire est interdite à l'entrée principale de Zéro-Nord pendant les créneaux horaires ci-après : 7h55 - 8h10 et 16h50 - 17h05.

Il est formellement interdit de franchir une signalisation en place (barrière fermée, demi-barrière abaissée, chaîne, feux au rouge, panneaux signalétiques normaux ou automatiques) indiquant une interdiction particulière d'accès. Concernant la planification des travaux sur le champ de tir, le titulaire se rapprochera du représentant local SID pour connaître les périodes d'inaccessibilité de ce dernier. Le personnel de l'entreprise intervenante devra détenir en permanence un duplicata du plan de prévention et sera dans l'obligation de le présenter à toutes demandes de l'administration.

##### Restauration

La prise de repas est interdite dans l'enceinte de Zéro -Nord.

À noter que les services et installations de restauration à l'Établissement (restaurant d'entreprise, réfectoires sur le champ de tir) peuvent être utilisés par les personnels de l'entreprise dans le respect des conditions d'accès en vigueur.

#### 1.6.5.2 ÉCOLES MILITAIRES DE BOURGES (EMB)

##### Emprises concernées

Les présentes spécificités concernent les Écoles Militaires de Bourges

Adresse : Quartier Auger-Carnot, Avenue Carnot, 18000 Bourges

Comprenant les emprises suivantes :

- Quartier Auger-Carnot à Bourges,
- Enclos Sainte-Jeanne à Bourges - antenne CIRFA,
- DETALAT à TROUY,

### Accès - horaires de travail

Sauf dérogation particulière, les horaires d'intervention pour les intervenants extérieurs à l'Établissement sont de 8h00 à 17h00 du lundi au jeudi et de 8h00 à 12h00 le vendredi. En cas de dépassement exceptionnel de ces horaires, le responsable de l'entreprise présent sur le site, prendra les dispositions nécessaires pour avertir le responsable local du SID.

### Restauration

Les entreprises n'ont pas accès aux services de restauration des E.M.B.

#### 1.6.5.3 BASE AÉRIENNE 702 d'AVORD (B.A. 702)

### Emprises concernées

Les présentes spécificités concernent la base aérienne 702 d'Avord

Adresse : Avenue de Bourges, 18520 Avord

Sur les emprises de :

- la Base Aérienne 702 d'Avord,
- les quatre balises de radioguidage situées à Farges-en-Septaine, à Couy, à Baugy et à Grossouvre.
- la Délégation Militaire départementale de la Nièvre (58) 9, square de la résistance – BP n° 29 58019 Nevers CEDEX

### Accès - horaires de travail

Sauf dérogation particulière, les horaires d'intervention pour les intervenants extérieurs au site sont de 8h00 à 17h00 du lundi au jeudi et de 8h00 à 15h00 le vendredi.

En cas de dépassement exceptionnel de ces horaires, le responsable de l'entreprise présent sur le site, prendra les dispositions nécessaires pour avertir le responsable local du SID.

### Restauration

Les entreprises n'ont pas accès aux services de restauration de la BA 702.

#### 1.6.5.4 ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL DE MUNITION Centre-Aquitaine (EPMu), DE SAVIGNY EN SEPTAINE

### Emprises concernées

Les présentes spécificités concernent le site de l'EPMu Centre Aquitaine de Savigny en Septaine (18).

### Accès - horaires de travail

L'entrée du site s'effectue par la Base Aérienne 702 d'Avord.

Sauf dérogation particulière, les horaires d'intervention pour les intervenants extérieurs à l'Établissement sont de 8h00 à 17h00 du lundi au jeudi et de 8h00 à 15h00 le vendredi.

En cas de dépassement exceptionnel de ces horaires, le responsable de l'entreprise présent sur le site, prendra les dispositions nécessaires pour avertir le responsable local du SID.

Le site comporte une zone pyrotechnique soumise à un contrôle d'accès supplémentaire et dans laquelle les conditions de travail font l'objet de règles de sécurité particulières qui seront communiquées lors de l'établissement du plan de prévention.

### Restauration

La restauration n'est pas autorisée sur le site.

#### 1.6.5.5 STATION HERTZIENNE D'HENRICHEMONT

### Emprises concernées

Les présentes spécificités concernent :

- La station hertzienne d'Henrichemont

Adresse : Route de la Borne, 18250 Henrichemont

Le site s'étend sur une superficie d'environ 42 ha.

### Horaires de travail

Sauf dérogation particulière, les horaires d'intervention pour les intervenants extérieurs au site sont de 8h00 à 17h00 du lundi au jeudi et de 8h00 à 12h00 le vendredi.

En cas de dépassement exceptionnel de ces horaires le responsable du titulaire, présent sur le site, prendra les dispositions nécessaires pour avertir le responsable local du SID.

Les modalités d'accès au site sont réglementées (déclarations individuelles, enquêtes préalables, habilitations individuelles, contrôle d'accès, ...).



## Restauration

Les entreprises n'ont pas accès aux services de restauration du site.

### 1.6.5.6 CENTRE DE TRANSMISSION DE LA MARINE (CTM) de ROSNAY

#### Emprises concernées

Les présentes spécificités concernent le Centre de Transmission de la Marine

Adresse : BP 87, 36300 Rosnay

Comprenant les emprises suivantes :

- Enceinte du CTM de Rosnay,
- Groupe de logements communs du Blanc.

#### Horaires de travail

Sauf dérogation particulière, les horaires d'intervention pour les intervenants extérieurs au site sont de 8h00 à 17h00 du lundi au jeudi et de 8h00 à 12h00 le vendredi.

En cas de dépassement exceptionnel de ces horaires, le responsable de l'entreprise présent sur le site, prendra les dispositions nécessaires pour avertir le responsable local du SID et les unités de protection du site.

#### Accès et circulation

Les modalités d'accès au site seront réglementées (déclarations individuelles, enquêtes préalables, habilitations individuelles, contrôle d'accès, ...).

Les travaux à exécuter se situent dans une zone militaire sensible :

- l'accès du personnel est soumis à présentation d'une carte nationale d'identité valide,
- l'enquête préalable de sécurité à laquelle est soumise toute personne devant pénétrer dans l'enceinte militaire nécessite un délai d'au moins 8 jours dont le titulaire reconnaît tenir compte dans l'organisation de ses prestations.

## Restauration

Les entreprises n'ont pas accès aux services de restauration du site.

### 1.6.6 Contrôle des véhicules

La liste des véhicules du titulaire est fournie au représentant de l'USID dès la notification de l'accord-cadre.

### 1.6.7 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) porte de manière apparente un badge avec les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

## 1.7 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire aux représentants de l'USID et de l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur, l'USID, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

## 1.8 Clause environnementale

Il est prévu une clause environnementale pour chaque lot :

- LOT 1 : Gestion exemplaire des déchets de chantier (Batteries, équipements particuliers)
- LOT 2 : Gestion exemplaire des déchets de chantier (moteurs, capteurs, huiles hydrauliques)

- LOT 3 : Gestion exemplaire des déchets de chantier (huile de vidange, équipements pollué)
- LOT 4 : Gestion exemplaire des déchets de chantier (Batterie, onduleurs < 2KVA)
- LOT 5 : Favorisation des matériels électriques plutôt que thermiques (Ex : Nacelle télescopique électrique)

### **1.9 Clause sociale : dispositif du militaire blessé**

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

#### **1.9.1 Publics éligibles**

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

#### **1.9.2 Modalités de mise en œuvre du dispositif social**

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire.

Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

## **2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **2.1 Pièces particulières**

- La lettre de notification, acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le bordereau de prix unitaires (BPU)
- les bons de commande
- les actes spéciaux de sous-traitance
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
  - o en cas de marché alloti, pour chaque lot et corps d'état, le CCTP comprend les dispositions générales, et les dispositions particulières
  - o Le CCTP est assorti des pièces suivantes, jointes à l'offre du titulaire :
    - mémoire technique du titulaire

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du représentant de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

### **2.2 Pièces générales**

Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 4.3.2 du présent CCAP.

### **2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances**

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie des pièces particulières constituant l'accord-cadre et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

## **3. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

### **3.1 Généralités**

Les prestations définies au CCTP doivent être effectuées par du personnel qualifié.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat qui consiste à respecter les prescriptions du CCTP et à maintenir en parfait état de fonctionnement l'ensemble des installations concernées par les prestations.

### **3.2 Bons de commande**

Chaque demande de prestations fait l'objet d'un bon de commande envoyé par courriel par la personne publique ou de manière automatisée par mail en provenance de CHORUS. Les bons de commande sont écrits, datés et numérotés. En cas de groupement, la part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

Le bon de commande peut être établi sur la base d'un devis du titulaire, à partir des prix du BPU. Après envoi de la demande de devis par le représentant de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai défini dans le CCTP pour transmettre son devis.

Le bon de commande est assorti, pour valoir pièce contractuelle, de la proposition technique et financière acceptée par la personne publique, et précise notamment :

- la référence du marché ;

- le lieu d'exécution ;
- l'objet et la description de la prestation ;
- les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités de leur remise ;
- l'identité du représentant de l'acheteur ;
- la date de début d'exécution des prestations, si elle est connue par le représentant de l'acheteur ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- le montant de la prestation avec décomposition ;
- éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par le représentant de l'acheteur.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

### **3.3 Maintenance préventive**

Les opérations de maintenance préventive sont exécutées dans le cadre d'un forfait selon les conditions prévues au CCTP. La durée de chaque intervention doit permettre l'exécution correcte de toutes les prestations décrites dans le CCTP.

En cas de retard d'intervention, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 5 ci-dessous. Si l'une des deux parties se voit contrainte de déplacer une visite, elle en informe l'autre partie au minimum deux jours ouvrables avant la date prévue. Une nouvelle date est alors fixée par les parties.

### **3.4 Maintenance corrective**

La mise en œuvre de la maintenance corrective est exécutée dans les conditions prévues au CCTP.

Les demandes d'intervention se font sur simple appel téléphonique émanant de l'USID de BOURGES AVORD, confirmé par mail avec accusé de réception, en concertation avec le titulaire.

Les interventions sont réalisées dans les délais prescrits dans le CCTP.

### **3.5 Déchets**

Conformément à l'article 20.4 du CCAG/FCS, les déchets créés par les prestations objet du marché doivent faire l'objet de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et évacuation vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

A l'issue, le titulaire fournit au représentant de l'USID les bordereaux de suivi des déchets.

### **3.6 Restitution des installations**

La restitution est intégrée à la dernière visite de maintenance préventive avant la date de fin de validité de l'accord-cadre ou avant sa résiliation.

### **3.7 Garanties**

Les pièces de rechange remplacées sont garanties par le titulaire pendant un an minimum après leur mise en place sur les équipements (date de signature par le titulaire du compte-rendu d'intervention faisant foi). En cas de défaut d'entretien caractérisé ayant entraîné la détérioration d'un équipement, sa remise en état ou son remplacement est entièrement à la charge du titulaire.

## 4. DISPOSITIONS FINANCIERES

### 4.1 Forme des prix

Le marché comprend :

- des prestations à montant forfaitaire (maintenance préventive)
- des prestations à prix unitaire (maintenance corrective) tel que défini à l'article 3 du CCTP DG

Le titulaire peut être amené à effectuer des prestations hors BPU pour tous les sites. Dans ce cas, la rémunération de ces prestations sont prises en compte de la manière suivante :

- Prix fournisseur de la pièce (facture proforma de moins d'un mois à l'appui) ;
- Application du coefficient pour « peines et soins » (coef K) au prix des pièces ; Prix des heures de main d'œuvre selon onglet BPU tous sites.

### 4.2 Modalités de règlement des prestations

#### 4.2.1 Mentions obligatoires de la facture

La demande de paiement précise :

- la date de la demande de paiement
- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ)
- le **code du Service Exécutant (code SE) suivant : D10711K035**
- le **code service de la structure** :
  - D10711K035\_07: CAC ADB
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché
  - hors TVA
  - et TTC, en les distinguant, le cas échéant, le taux applicable
- le cas échéant, le montant des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG/FCS
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant (HT et TTC) des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, pour chaque sous-traitant, la nature et le montant (HT et TTC) des prestations exécutées par le sous-traitant et le cas échéant le montant (HT et TTC) des variations de prix
- pour chaque fournisseur (titulaire, co-traitant, sous-traitant) : le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN est indiqué.

#### 4.2.2 Transmission de la facture

Le titulaire doit adresser ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

#### 4.2.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel (constat de service fait total à la clôture financière du marché), en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées,
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

### 4.3 Variations de prix

Les prix du BPU sont révisés **annuellement** à compter de la date de notification de l'accord-cadre dans les conditions définies aux articles ci-dessous. Le titulaire envoie un BPU révisé au plus tard 15 jours avant la date d'échéance de la période annuelle.

La révision des prix du BPU ne sera appliquée qu'aux bons de commande initiés après la date mentionnée dans le courrier de validation du BPU révisé.

Le BPU est communiqué aux adresse mails figurant à l'article 1.4 du présent CCAP, sous format .pdf et .xls(x) sur support électronique.

La formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

#### 4.3.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisés en fonction de la variation des paramètres constitutifs de la formule indiquée ci-dessous :

$$P1 = P0 [0,125 + 0,875 \times \frac{ICHT-IME_1}{ICHT-IME_0}]$$

dans laquelle :

P1 représente le prix révisé.

P0 représente le prix initial établi aux conditions économiques du mois "0".

La valeur 1 de l'indice correspond à la dernière valeur publiée à la date d'échéance de la période annuelle

La valeur 0 de l'indice est celle de l'indice correspondant au mois zéro

#### 4.3.2 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant celui de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

#### 4.3.3 Choix des index de référence

- ICHT-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques
- BT47 : toute pièce listée au BPU ou inférieure au seuil de prix des pièces inclus au forfait

Ces index sont publiés sur les sites de l'INSEE et/ou du Moniteur.

### 4.4 Avance

Une avance de 30 % est versée au titulaire à la notification du bon de commande, dans les conditions des articles R2191-3 à R2191-12 et R.2191-16 du code de la commande publique.

## 5. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités sont calculées comme suit.

Dispositions générales		
NATURE	Réf. CCTP	MONTANT
<i>Non-conformité</i> de l'état des lieux de restitution par rapport à l'état des lieux initial (baisse de niveau entre l'état d'entrée et l'état de sortie de chaque matériel – hors vétusté)	§ 10.2 du CCTP-G	Pénalité de 500€ HTpar matériel ayant baissé de niveau d'état à l'exception d'une vétusté signalée dans les années précédentes et validée par l'administration.
<i>Retard dans fourniture ou non fourniture</i> de l'état des lieux de restitution (et du PV de restitution) par rapport à l'état des lieux initial	§ 10.2 du CCTP-G	Pénalité de 500€ HT/jour de retard pour chaque lot
LOT 1 : SSI		
NATURE	Réf. CCTP	MONTANT
non fourniture ou mauvaise tenue de l'un des documents ou livrables : rapport d'intervention, rapport annuel, liste des installations, état de commande	§4.8 et § 4.9 et § 6.3 ET § 16.1 et 16.2 et 16.3 et 16.4 du CCTP-G	Délais de deux semaines calendaires pour les documents Pénalité de 100€ HT/ jour de retard
Absence aux réunions	CCTP DG §14	150 € HT / absence a réunion, passé un retard accepté de 15 min
Non-respect HSCT, sureté et nuisances environnementales	CCTP DG §6	200 € HT / constat
Retard sur la programmation des interventions	§4.3	Pour chaque intervention en retard, 300€ HT le premier jour et 200€ HT/jour de retard supplémentaire
Non-respect des délais de l'annexe 1 délai d'intervention uniformisé	§4.5.2	200 € HT par retard constaté par intervention Et 50€ HT par heure supplémentaire de retard au-delà de 4 heures (de retard) Pénalité de 100€ HT/ jour de retard pour la fourniture des devis
Non-respect des clauses du marché	§5	200 € HT / constat
LOT 2 : Portes, portails et barrières		
NATURE	Réf. CCTP	MONTANT
non fourniture ou mauvaise tenue de l'un des documents ou livrables : rapport d'intervention, rapport annuel, liste des installations, état de commande	§ 6.3 ET § 16.1 et 16.2 et 16.3 et 16.4 du CCTP-G	Délais de deux semaines calendaires pour les documents Pénalité de 100€ HT/ jour de retard
Absence aux réunions	CCTP DG §14	150 € HT / absence a réunion, passé un retard accepté de 15 min
Non-respect HSCT, sureté et nuisances environnementales	CCTP DG §6	200 € HT / constat
Non-respect des délais de l'annexe 1 délai d'intervention uniformisé	§3.6.1	200 € HT par retard constaté par intervention Et 50€ HT par heure supplémentaire de retard au-delà de 4 heures (de retard) Pénalité de 100€ HT/ jour de retard pour la fourniture des devis
Non-respect des clauses du marché	§4	200 € HT / constat
LOT 3 : GE		
NATURE	Réf. CCTP	MONTANT
non fourniture ou mauvaise tenue de l'un des documents ou livrables : rapport d'intervention, rapport annuel, liste des installations, état de commande	§ 3.4.1 et § 6.3 ET § 16.1 et 16.2 et 16.3 et 16.4 du CCTP-G	Délais de deux semaines calendaires pour les documents Pénalité de 100€ HT/ jour de retard
Absence aux réunions	CCTP DG §14	150 € HT / absence a réunion, passé un retard accepté de 15 min
Non-respect HSCT, sureté et nuisances environnementales	CCTP DG §6	200 € HT / constat

Non-respect des délais de l'annexe 1 délai d'intervention uniformisé	§3.5	200 € HT par retard constaté par intervention Et 50€ HT par heure supplémentaire de retard au-delà de 4 heures (de retard) Pénalité de 100€ HT/ jour de retard pour la fourniture des devis
Indisponibilité totale du matériel	§3.5.2	200 €/jour d'indisponibilité totale
Non-respect des clauses du marché	§4	200 € HT / constat

#### LOT 4 : Onduleurs et convertisseurs

NATURE1	Réf. CCTP	MONTANT <sup>2</sup>
non fourniture ou mauvaise tenue de l'un des documents ou livrables : rapport d'intervention, rapport annuel, liste des installations, état de commande	§ 6.3 ET § 16.1 et 16.2 et 16.3 et 16.4 du CCTP-G	Délais de deux semaines calendaires pour les documents Pénalité de 100€ HT/ jour de retard
Absence aux réunions	CCTP DG §14	150 € HT / absence a réunion, passé un retard accepté de 15 min
Non-respect HSCT, sureté et nuisances environnementales	CCTP DG §6	200 € HT / constat
Non-respect des délais de l'annexe 1 délai d'intervention uniformisé	§3.5	200 € HT par retard constaté par intervention Et 50€ HT par heure supplémentaire de retard au-delà de 4 heures (de retard) Pénalité de 100€ HT/ jour de retard pour la fourniture des devis
Indisponibilité totale du matériel	§3.5.2	200 €/jour d'indisponibilité totale
Coupure électrique >2h suite a défaillance matériels résultant d'un défaut d'entretien	§3.4	50€/heure de coupure
Non-respect des clauses du marché	§4	200 € HT / constat

#### LOT 5 : Equipements de levages fixe

NATURE3	Réf. CCTP	MONTANT <sup>4</sup>
Absence de tenue, mauvaise tenue ou non fourniture de l'un des documents ou livrables : rapport d'intervention, rapport annuel, liste des installations, état de commande	§ 6.3 ET § 16.1 et 16.2 et 16.3 et 16.4 du CCTP-G	Délais de deux semaines calendaires pour les documents Pénalité de 100€ HT/ jour de retard
Absence aux réunions	CCTP DG §14	150 € HT / absence a réunion, passé un retard accepté de 15 min
Non-respect HSCT, sureté et nuisances environnementales	CCTP DG §6	200 € HT / constat
Non-respect des délais de l'annexe 1 délai d'intervention uniformisé	§3.5.1	200 € HT par retard constaté par intervention Et 50€ HT par heure supplémentaire de retard au-delà de 4 heures (de retard) Pénalité de 100€ HT/ jour de retard pour la fourniture des devis
Non-respect des clauses du marché	4	200 € HT / constat

### 5.1 Sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant de l'acheteur, sans mise en demeure préalable.



## 5.2 Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com

### 5.2.1 Présentation du dispositif e-Attestations

L'acheteur s'est doté de la plateforme sécurisée e-Attestations qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, etc.

Aussi le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/contact>

### 5.2.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : [e-attestations.com](https://www.e-attestations.com) – [by approval](#)

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses **entreprises sous-traitantes**, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

**En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG/FCS.**

## 6. OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS

### 6.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées sur le lieu d'exécution par la personne publique.

### 6.2 Décisions prises par la personne publique - Admission

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification. Celle-ci est matérialisée par le constat de service fait et le paiement de la facture.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

## **7. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, le représentant de l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## **8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- Dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/FCS apportée par l'article 1.5 du CCAP
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS apportée par l'article 2 du CCAP
- Dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS apportée par l'article 4.2.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS apportée par l'article 5 du CCAP